

## SOLUTION REGION PERFORMANCE GLOBALE

### FINANCER MON INVESTISSEMENT « COMMERCE ET ARTISANAT »

Aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine - **Ville de Montélimar**

Règlement de l'aide régionale

Adopté le 9 juillet 2020

#### Article 1. Finalités

*La ville de Montélimar a élaboré une stratégie d'attractivité pour son centre-ville.*

*Elle conduit dans ce cadre des actions visant au confortement et au développement de l'activité sur ce périmètre « Action Cœur de Ville », dont la convention a été homologuée en convention opération de revitalisation territoriale par arrêté préfectoral du 14/01/20.*

*La ville de Montélimar a décidé, dans ce cadre, d'intervenir en complément de l'aide mise en œuvre par la Région Auvergne Rhône-Alpes et /ou du programme FISAC en faveur du développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine.*

*Ce dispositif a pour objectif de contribuer à la redynamisation du centre-ville et d'aider par une subvention d'investissement les très petites entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine à s'installer ou se développer dans un point de vente accessible au public.*

#### Article 2. Entité gestionnaire

Ville de Montélimar.

#### Article 3. Critères d'éligibilité

##### a) Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles les entreprises répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- Les petites entreprises de 0 à 49 salariés, avec une surface de point de vente inférieure à 400m<sup>2</sup> et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan n'excède pas 1 million d'euros.
- Les entreprises en phase de création, de reprise ou de développement.
- Les entreprises indépendantes ou franchisées et artisanales, avec un point de vente accessible au public et une vitrine ou les entreprises de métiers d'art reconnues par l'arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art avec un point de vente accessible au public et une vitrine.
- Les entreprises ayant leur siège social basé à Montélimar.
- Les entreprises inscrites au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers ou relevant d'autres formalités obligatoires lors de la création
- Les entreprises à jour de leurs cotisations sociales et fiscales, ou être en plan de continuation.

La période de référence est constituée des 2 derniers exercices clos.

Cette taille s'apprécie au niveau consolidé lorsque des liens existent avec d'autres sociétés.

Sont exclus notamment :

- Les entreprises relevant du secteur de l'Economie sociale et solidaire (ESS) qui n'entrent pas dans le secteur marchand,
- Les succursales dépendant juridiquement d'une grande enseigne ou d'une entreprise dépassant les seuils fixés par le présent règlement,
- Les SCI.

#### **b) Activités/projets éligibles**

Sont éligibles les activités suivantes :

- Les commerces de proximité avec un point de vente. Un point de vente ou magasin, est un établissement de vente de détail, avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en établissement recevant du public. Il doit pouvoir accueillir la clientèle de l'entreprise et disposer d'une vitrine. Sont donc exclus les établissements auxiliaires, tels que les entrepôts ou les bureaux d'entreprise commerciales, sans chiffre d'affaires propre.

Le commerce de proximité se compose de commerces de quotidienneté, dans lesquels le consommateur se rend fréquemment, voire quotidiennement :

- Les commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuterie, poissonneries...),
- Les alimentations générales, les supérettes, les commerces sur éventaie et marchés, les traiteurs, les cafés-tabacs,
- Les commerces de détail (livres, journaux, papeterie, habillement, chaussures, bricolage, maroquinerie, parfumerie, opticien, bijouterie/horlogerie, meubles, articles de sport/loisir, fleuriste, tabac/presse...),
- Les laveries, blanchisseries, teintureries de détail, couturiers, cordonniers,
- Les garages, les distributeurs de carburant,
- Les soins de beauté : instituts de beauté, salon de coiffure/barbiers, ongleries, salle de sport/remise en forme...,
- La restauration (dont Food trucks),
- Les pharmacies,
- Les entreprises de métiers d'art,
- Les entreprises de restauration de monuments historiques ayant l'agrément Monuments Historiques (MH) ou la possession de certifications Qualibat correspondant à la restauration de Monuments Historiques (appréciation au cas par cas).

Sont exclus :

- Les professions libérales (secteurs juridique, santé, technique, cadre de vie etc...), banques, assurances et courtiers, experts-comptables, agences immobilières, professions paramédicales (orthopédistes, prothésistes...), taxis/transports de personnes et de marchandises/ambulanciers, auto-écoles,
- L'artisanat de production sans point de vente et les artisans du BTP (y compris avec un point de vente/showroom),

L'hôtellerie indépendante et de chaîne, l'hébergement collectif (centre de vacances, centre d'accueil pour enfants, auberges de jeunesse, centre international de séjour, village de vacances, maison familiale

de vacances, gîte de groupe et gîte individuel, meublé de tourisme etc... liste non exhaustive), l'hôtellerie de plein air (terrain de camping, parc résidentiel de loisir), hébergement hybride (projet associant hébergements et activités, prestations, services),

- Les points de ventes individuels et collectifs d'agriculteurs,
- Les maisons de santé.

Les projets pour lesquels une réponse existe dans une politique régionale sectorielle sont prioritairement orientés vers cette politique.

### **c) Territoires éligibles**

Les établissements concernés par l'investissement doivent être situés dans le centre-ville de Montélimar dont le périmètre correspond au périmètre d' « Action Cœur de Ville ».

### **d) Dépenses éligibles**

Sont éligibles les investissements liés à l'installation ou la rénovation du point de vente :

- Les investissements de rénovation des vitrines et d'aménagement intérieur (mise en accessibilité du local, façades, éclairage, enseigne, décoration, aménagement intérieur, etc.) ;
- Les équipements destinés à assurer la sécurité du local (caméra, rideau métallique, alarmes, etc.) ;
- Les investissements d'économie d'énergies (isolation, éclairage, chauffage, etc...) ;
- Les investissements matériels : matériels professionnels spécifiques, mobilier, équipements informatiques et numériques, sites internet marchands, véhicules de tournée pour les commerçants sédentaires ou véhicules constituant le point de vente ambulant à condition que l'activité s'exerce principalement sur Montélimar, matériel forain d'étal etc....

Pour les investissements entraînant des travaux, il est rappelé l'obligation de conformité avec les différentes autorisations d'urbanisme en vigueur et de justifier que les démarches administratives réglementaires ont été effectuées (dossiers devantures, accessibilité, autorisations de travaux...). La consultation de l'architecte conseil mis à disposition par la ville est obligatoire pour la bonification de la Ville sur le dispositif « façades ».

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :

- L'acquisition de fonds de commerce, de locaux, de terrains,
- En cas de reprise d'entreprise, le rachat du mobilier, de l'enseigne. Seuls sont éligibles les nouveaux investissements,
- Les coûts de main d'œuvre relatifs aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les investissements immobiliers (gros-œuvre, terrasse, parking, extension de bâtiments etc...),
- Les véhicules utilitaires non liés à un point de vente (dépanneuse, véhicule de transport, utilisé pour les achats, véhicules de livraison excepté le cas prévu du véhicule de tournée etc...),
- Le matériel d'exposition (showroom) ou la constitution du stock,
- Les supports de communication consommables (plaquettes, flyers, cartes de visite, etc...),

- Les frais de maîtrise d'œuvre, de déménagement, de stockage durant les travaux, les frais d'étude,
- L'achat de consommables (nappes, couverts, vêtements professionnels, vélos pour u loueur de vélo etc...),
- Aménagement/équipement de locaux attenants au domicile sans entrée indépendante pour la clientèle,
- Les dépenses financées par un crédit-bail ou sous forme de leasing (ou location avec option d'achat, ou location longue durée).

Une même entreprise ne pourra bénéficier qu'une seule fois du dispositif sur une période de 3 ans, à moins qu'il s'agisse d'un projet concernant de nouvelles activités.

## Article 4. Principes de sélection

Afin de sélectionner les projets, des critères basés sur les principes ci-dessous seront utilisés :

- Qualité du projet : impact des investissements et de l'aide sur le développement de l'entreprise en termes de production ou de commercialisation.
- Viabilité de l'entreprise : concurrence, zone de chalandise, capacité à réaliser l'investissement, perspectives d'emploi dans l'entreprise.
- L'impact de l'implantation ou du développement de l'entreprise sur la vitalité du centre-ville.

## Article 5. Montant de l'aide

L'aide prend la forme d'une subvention, elle est fixée à 10 % des dépenses éligibles, avec un montant des dépenses subventionnables HT de 50 000 €.

Le plancher de subvention est fixé à 1000 €, correspondant à une dépense subventionnable HT de 10 000 € minimum.

Ce taux pourra être majoré à 15% si nécessaire afin de permettre d'activer le cofinancement FISAC.

### Complémentarité avec des aides d'autres structures publiques :

L'aide peut être cumulée avec d'autres aides publiques (Etat, Région). Elle offre notamment le cofinancement local nécessaire à la mobilisation de l'aide régionale et vise ainsi un effet levier d'au moins 30% sur les projets reconnus comme prioritaires au vu des enjeux économiques locaux et du programme de développement d'Action Coeur de Ville.

Elle pourra être cumulée avec le dispositif adopté le 24 juin 2019 pour le soutien de la rénovation des façades et devantures commerciales et donner lieu à une bonification de 10% sur le montant éligible d'intervention sous réserve du respect des préconisations architecturales.

## Article 6. Modalités de dépôt et d'instruction de la demande

Les entreprises devront solliciter l'aide auprès des services de la ville de Montélimar.

Et pourront être appuyées par les chambres consulaires (CCI et CMA) pour le montage de leur dossier. La date de début d'éligibilité des dépenses sera liée aux conditions fixées par les cofinanceurs.

Pour le volet régional, la demande sera déposée selon les modalités fixées dans le règlement régional de l'aide en vigueur au moment du dépôt du dossier.

#### **Modalités de paiement de la subvention :**

Le versement de la subvention se fera en une seule fois, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, accompagné des factures acquittées par le fournisseur, relatives à l'opération aidée, ou sur production d'une attestation établie par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'entreprise, certifiant le montant et la nature des investissements réalisés, ainsi que la date à laquelle ils l'ont été.

Si le montant de ces factures est inférieur au montant des devis composant le dossier, la subvention versée sera recalculée au prorata de cette différence.

En revanche, si le montant des factures dépasse le montant des devis composant le dossier, la subvention restera inscrite dans la lettre de notification.

### **Article 7. Obligations et engagement des bénéficiaires**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à l'emploi initialement prévu.

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de l'aide qui lui a été octroyée par la ville de Montélimar et par les cofinanceurs seront les modalités précisées par chaque financeur.

*Ce dispositif d'aide est pris en application :*

*- Règlement (UE) N 1407/2013 DE LA COMMISSION du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ; Ce règlement prévoit notamment que le montant total des aides de minimis octroyées à une même entreprise ne doit pas excéder 200 000 € sur une période de trois exercices fiscaux (exercice en cours et les deux derniers exercices discaux).*